
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59612

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

La démonstration est illustrée, entre autres, par la réforme scolaire et universitaire de «l'Etat des ouvriers et paysans», la DEFA, le bicentenaire de la naissance de Goethe en 1949.

Le nom qui revient le plus souvent dans l'ouvrage est celui d'Anton Ackermann (né en 1905), penseur idéologique du KPD puis du SED et personnage central de la politique culturelle avec Johannes R. Becher (né en 1881). Le troisième personnage dominant est Alexander Dymshitz, qui dirigeait la section «culture» du service de l'Information au sein du SMAD (Administration militaire soviétique en Allemagne). Ses propos et ses décisions étaient déterminants pour la politique culturelle; en effet, comme l'auteur le rappelle à plusieurs reprises, si les Allemands étaient les maîtres d'œuvre de la politique culturelle, c'était avec l'accord et parfois à l'instigation, voire sous la pression du SMAD. Sur ce plan, l'étude de Dietrich laisse au lecteur le soin de deviner qui sont les personnages-clés de la puissante occupante, par quels réseaux d'influence et quelles structures ils agissent; on nous dit bien que le SMAD «tirait les ficelles», qu'il accentue sa pression sur les écrivains en 1947, qu'il contribue de concert avec le SED à la centralisation de l'administration culturelle, qu'il cède certaines prérogatives au SED en 1949, son rôle n'en demeure pas moins flou.

Une information précise sur le fonctionnement de l'administration culturelle aurait été d'autant plus adéquate que l'ouvrage se présente comme un manuel, voire un usuel, puisque plus de la moitié en est consacrée à des «documents» quasiment bruts (aucun appareil de commentaire ne les accompagne) qui retracent chronologiquement l'histoire de la culture en relation avec la politique, tant dans les médias que le théâtre, dans les arts plastiques et les bibliothèques.

En tant qu'étude et en tant que fonds documentaire, cet ouvrage sera utile pour comprendre, à partir de ses fondements, la vie culturelle de ce qui fut pendant 40 ans la RDA.

Monique MOMBERT, Strasbourg

Edgar WOLFRUM, *Französische Besatzungspolitik und deutsche Sozialdemokratie. Politische Neuansätze in der »vergessenen Zone« bis zur Bildung des Südweststaates 1945–1952*, Düsseldorf (Droste) 1991, 366 p. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 95).

Lorsqu'Edgar Wolfrum a entrepris son étude, la zone française d'occupation (ZFO) n'était plus tout à fait une *terra incognita* de la recherche historique. Le terrain avait déjà été défriché, notamment par Rainer Hudemann, et les archives françaises étaient largement ouvertes¹. Ce n'est pas pour diminuer les mérites de l'auteur qu'il faut le constater, mais pour souligner au contraire les vertus d'un livre qui, venant après un nombre déjà respectable de travaux antérieurs, ouvre déjà la série des études-bilans. Sous l'apparence, suggérée par le titre, d'une contribution à l'historiographie régionale de la social-démocratie, thème effectivement traité à partir d'une recherche documentaire extrêmement soignée. Wolfrum opère en réalité une coupe transversale de la politique française en Allemagne qui nous la fait découvrir dans toute sa complexité, de l'échelon local aux implications internationales.

Si la diagonale SPD – gouvernement militaire est aussi révélatrice, c'est qu'elle nous permet de décrypter un trompe-l'œil. A première vue, elle relie deux pôles radicalement opposés: d'une part une force politique allemande qui, en la personne de Kurt Schumacher, défend une réforme sociale en profondeur, une conception centraliste de l'Etat ainsi que l'égalité de droits et l'intégrité de la nation allemande face aux vainqueurs; d'autre part une puissance occupante qui non seulement prône un morcellement de l'Allemagne, mais est également réputée soutenir les partis clérico-conservateurs. Wolfrum montre que cette vue des choses est trop simplifica-

¹ En témoigne le bilan des publications sur le sujet dressé par Wolfrum lui-même dans *Neue Politische Literatur* 35 (1990) p. 50–62.

trice et qu'à y regarder de plus près, gouvernement militaire et sociaux-démocrates avaient en Allemagne du sud-ouest bien des raisons de s'entendre.

Ainsi, sur les deux plans, étroitement liés, de l'organisation constitutionnelle de l'Allemagne et de sa place future en Europe, l'anti-centralisme d'une partie de la social-démocratie locale donne des espoirs à l'occupant. En Bade, ce sont en particulier les idées de Leibbrandt, qui milite pour la formation d'une Europe des régions sans passer par la reconstitution préalable de l'entité nationale allemande, en sud-Wurtemberg, ce sont celles de Carlo Schmid qui, sur un arrière-plan idéologique différent, raisonne lui-aussi dans la perspective d'une Europe fédérale et accepte que pour faciliter la réconciliation franco-allemande, qui en est la condition préalable, soit retardée la constitution définitive d'un Etat ouest-allemand.

Concernant la politique »intérieure«, c'est inversement le gouvernement militaire qui peut donner des espoirs aux sociaux-démocrates badois et wurtembergeois: son chef civil, l'administrateur général Laffon, ancien résistant et proche des socialistes, affiche en effet d'emblée une conception de gauche, se posant de ce fait en rival du gouverneur militaire, le très conservateur général Koenig: pour assurer sa sécurité, la France ne doit selon Laffon, non pas miser sur le morcellement territorial de l'Allemagne, mais sur une démocratisation en profondeur de sa société.

Cette configuration, complexe puisqu'interfèrent la polarité occupants/occupés et les tensions à l'intérieur de chaque camp, tant entre Laffon et Koenig du côté français, qu'entre la centrale de Hanovre et les directions régionales au sein du SPD, est analysée en deux fois deux chapitres bien charpentés. Dans le premier, sont présentées les conceptions françaises et leur mise en œuvre au tout début de l'occupation, avant que le second ne décrive symétriquement la renaissance de la social-démocratie et ses orientations idéologiques respectives en Bade et en Wurtemberg-sud. Le troisième et le quatrième sont alors logiquement consacrés à l'interaction entre acteurs français et allemands, d'une part sur le terrain de la politique d'occupation (*Besatzungspolitik* au sens strict du terme), d'autre part sur celui de la *Deutschlandpolitik*.

Sur ce dernier plan, l'approche nuancée de Wolfrum ne contribue pas à réhabiliter l'attitude française. Les convictions fédéralistes de Carlo Schmid et ses efforts pour tenir compte de la psychologie de l'occupant confortent ce dernier dans son irréalisme et prolongent la chimère d'une fédération d'Allemagne du Sud. L'évolution est en outre retardée par le départ (forcé) de l'administrateur Laffon à l'automne 1947, qui donne toute latitude au général Koenig pour contrecarrer le changement de cap qui s'amorce alors à Paris.

Pour ce qui est de la politique d'occupation, l'analyse permet en revanche de différencier l'image jusqu'alors uniformément négative de l'action française en Allemagne, confirmant ainsi les travaux de Hudemann ou les nôtres. Mais elle explique aussi pourquoi c'est cette image négative qui est restée dans les mémoires. Les éléments novateurs (*Neuansätze*) n'ont guère dépassé le stade de la tentative et, qui plus est, n'ont pas toujours été reconnaissables en tant que tels.

Les premiers mois de l'occupation sont ici particulièrement caractéristiques, puisqu'on n'en retient souvent que l'arrogance des occupants et la lenteur avec laquelle renaît la vie politique. Wolfrum montre que ce retard n'est pas le fait d'une volonté de sabotage de la part des Français. Il est l'effet d'une politique prudente, compréhensible compte tenu de l'obsession de la sécurité et marque d'autre part une réaction au fait accompli des Soviétiques, qui ont réautorisé les partis avant même la conférence de Potsdam. De plus, l'administration française a souhaité ménager une période de réapprentissage de la démocratie dont ont tout d'abord profité les militants de base. Révisant sur ce point les analyses de Niethammer, Wolfrum souligne que les comités antifascistes, nombreux surtout en Wurtemberg, ont disposé de bien plus de liberté qu'en zone américaine. Il montre par ailleurs que la tentative de formation d'un parti ouvrier uni en Bade n'est pas le fait d'une manipulation de l'occupant; tout comme son échec, qui résulte avant tout d'un processus de décantation au sein du parti social-démocrate renaissant.

Quant à la politique d'occupation proprement dite, elle porte trace d'une volonté réformatrice sur le plan de la dénazification, du moins dans sa première phase (l'auteur peut s'appuyer ici sur l'étude de Grohnert pour le Bade et prendre largement le contre-pied de Henke pour le Wurtemberg du sud) et en matière de sécurité sociale. Dans les autres domaines, les efforts allant dans le sens d'une démocratie sociale sont tués dans l'œuf pour une raison dramatiquement simple: la faiblesse dans ces régions marquées par l'économie agricole et la petite et moyenne entreprise du courant social-démocrate sur lequel l'aile progressiste du gouvernement militaire espérait s'appuyer. C'est faute de relais allemand que restent inexploitées les possibilités de socialisation d'entreprises qu'ouvraient en 1946 la dénazification économique ou celles de réforme agraire favorisée au départ par l'occupant. De même, c'est surtout par suite d'évolutions immanentes à la société allemande et d'une instrumentalisation partisane que le modèle français de dénazification s'enraye, puis échoue à partir de 1947. Il est d'ailleurs significatif qu'une des rares exceptions à ce constat d'échec de la politique progressiste, l'adoption du *Betriebsrätegesetz* en Bade, relève justement d'une conjoncture particulière ayant démultiplié l'influence des partis de gauche.

L'autre handicap fondamental est l'incohérence de l'action française en Allemagne. Cette incohérence est un problème d'exécutif, avec l'indiscipline au sein de l'appareil administratif qui va jusqu'à l'existence de potentats, mais elle est plus fondamentalement due à la dyarchie Laffon/Koenig. Cette dyarchie reflète elle-même une divergence d'objectifs encore plus nuisible. Ici, Wolfrum ne va peut-être pas assez loin en se contentant d'opposer les deux lignes Laffon et Koenig. Soucieux de mettre en évidence »l'autre politique française«, qui s'incarne sans aucun doute dans le personnage d'Émile Laffon, il nous semble qu'il ne s'interroge pas assez sur l'existence de contradictions au sein même de celle-ci. Un aspect évoqué, mais trop brièvement dans la conclusion, est la charge autoritaire que véhicule le missionarisme civilisateur de l'administrateur général. A bien des égards, Laffon n'échappe pas au reproche d'arrogance et de contrôle tatillon qui singularise la zone française par rapport aux territoires d'occupation voisins.

L'autre point essentiel concerne le rapport entre conception de la démocratisation et options de politique économique. Wolfrum souligne à juste titre combien l'exploitation économique et l'intransigeance en matière de démontages ont desservi les visées réformatrices. Mais il n'est en revanche pas évident que la volonté d'exploiter la zone pour contribuer au relèvement d'une France exsangue – ou du moins pour éviter que la présence française en Allemagne ne coûte au contribuable français – ne doive être imputée qu'aux tenants de la ligne Koenig. Comme nous l'avons montré par ailleurs, sur ce point, l'attitude de Laffon est loin d'être claire². Il est vrai qu'en matière de politique économique, où les problèmes de sources sont épineux et les responsabilités particulièrement difficiles à démêler, la réponse à une telle question ne pourrait venir que d'une étude spécifique.

Edgar Wolfrum s'est attaché quand à lui à éclairer les aspects plus particulièrement politiques et sociaux de l'occupation française. Il y a réussi avec bonheur, montrant dans un livre vivant et de surcroît très bien écrit, d'une part que la politique de l'occupant avait plus de relief et de contrastes qu'on avait voulu jusqu'alors le croire, d'autre part que si le sud-ouest de l'Allemagne n'a pas connu la *Neuordnung* espérée entre autres par les sociaux-démocrates, ce n'est pas parce que celle-ci a été empêchée par l'occupant.

Alain LATTARD, Berlin

2 Cf. sur ce point les questions soulevées dans notre article »Zielkonflikte französischer Besatzungspolitik. Der Streit Laffon-Koenig 1945–1947«, dans: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 39 (1991) p. 1–36.